



UNE PAC AU SERVICE DE TOUTES ET TOUS

Photo : ©Anne-Claire Héraud

CONTEXTE

La nouvelle Politique Agricole Commune (PAC) va être votée mardi 20 et mercredi 21 octobre, lors de la seconde plénière d'octobre.

La PAC mise en place en 1962 ne répond plus aux défis sociaux, économiques, environnementaux et climatiques de notre temps ! Nous ne pouvons plus dépenser un tiers du budget européen, soit 350 milliards d'euros, pour continuer à accompagner le développement du modèle agroindustriel actuel.

Pour le groupe Verts/ALE, l'enjeu est clair : la PAC doit être totalement réformée pour entrer dans le XXI^e siècle.

C'est pourquoi, les député·e·s européen·ne·s écologistes négocient depuis de nombreux mois avec les autres groupes politiques pour réorienter le plus possible la PAC et la rendre plus verte, plus saine et plus juste.

Ce qui va être voté

Trois règlements européens sont concernés par cette réforme.

Un premier sur les plans stratégiques de la PAC, un second sur l'organisation commune des marchés des produits agricoles et un troisième couvrant, notamment, la structure de gouvernance ainsi que le financement des dépenses agricoles.

Ces trois règlements ont été adoptés par la commission Agriculture et développement rural (AGRI) à la fin du mandat précédent en laissant la possibilité au Parlement actuel de poursuivre le travail sur un nombre limité d'articles. La commission Environnement, santé publique et sécurité alimentaire (ENVI) a été associée aux travaux sur le règlement sur les plans stratégiques. Les négociations entre les deux commissions ont tourné court car le dialogue était impossible. Un processus de négociation a alors été mis en place entre les groupes politiques qui a abouti à un texte qui sera soumis au vote le 20 octobre. Pour le groupe Verts/ALE, ce texte est inacceptable. Aucune de nos propositions de compromis n'a été retenue.

Ce que nous allons faire

Le texte proposé ne va pas dans le bon sens. Nous avons donc déposé **un amendement de rejet** des plans stratégiques afin que la Commission soit obligée de revoir sa copie. Dans le cas où cet amendement ne passe pas, nous avons également déposé **des amendements de rupture**, notamment pour demander que les aides ne soient plus distribuées par unité de surface, mais par unité de main-d'œuvre. Nous nous réservons la possibilité de voter contre la PAC si aucun progrès n'est fait.



europeecologie.eu
 [@euroecolos](https://twitter.com/euroecolos)
 [@europeecologie](https://www.instagram.com/europeecologie)

LES DÉFAUTS DE LA PAC ACTUELLE

Si la PAC actuelle a bénéficié aux paysan·ne·s, **elle a aussi montré ses limites :**

- de nombreux paysan·ne·s n'ont pas les moyens de vivre dignement ;
- l'essentiel des aides directes vont aux projets les plus émetteurs de CO2 ou les plus polluants ;
- les milliards déversés pour protéger la biodiversité n'ont pas empêché celle-ci de s'effondrer ;
- les financements de la PAC engraisent les oligarques tels que Viktor Orbán en Hongrie et Andrej Babiš en République tchèque, ceux-là mêmes qui veulent tuer l'Europe démocratique...



Gwendoline Delbos-Corfield

« En Hongrie comme en République tchèque, Orbán et Babiš ainsi que leurs entourages, ont touché des millions au titre de la PAC. Ainsi, ils ont pu installer leurs régimes quasi autocratiques et corrompus défiant nos droits et nos libertés de citoyen·ne·s européen·ne·s. Ne laissons pas les oligarques s'enrichir grâce aux fonds de la PAC pour ensuite détruire le projet européen. »

DE L'ARGENT POUR LE CLIMAT

La PAC inclut des mesures environnementales depuis 1992, mais elles n'ont jamais produit d'effet jusqu'à présent. Et pour cause ! La part de son budget qui leur est consacrée ne dépasse toujours pas les 30% (pilier 2), soit pas grand-chose à côté des 70% consacrés aux paiements directs (pilier 1), dont l'impact est neutre voire nuisible pour l'environnement.

Cette fois, la proposition de la Commission a le mérite d'introduire des mesures environnementales dans le 1er pilier, à travers les « écodispositifs ».

Mais encore faut-il doter ces mesures d'une définition précise et d'un budget ambitieux, soit au moins 40%, pour éviter tout greenwashing.

« Faire comme si la PAC n'avait rien à voir avec les objectifs du Pacte vert est scandaleux !

Avec son budget de 340 milliards d'euros, elle est un formidable levier pour mener à bien la transformation écologique du monde agricole.

Faisons au contraire de la PAC le pilier alimentaire du Pacte vert et les paysan·ne·s et les consommatrices et les consommateurs s'en porteront mieux ! »



Benoît Biteau

UNE PAC AU SERVICE DU PACTE VERT

Le Pacte Vert vise à **mettre toutes les politiques européennes en cohérence** avec les engagements de l'Union européenne pour le climat et la biodiversité. La nouvelle Commission en a fait le pilier central de son action et elle entend le décliner dans chaque secteur. La PAC est directement en lien avec la stratégie « *De la ferme à fourchette* », sur l'alimentation, et la stratégie « *Biodiversité* ». Rendues publiques en mars dernier, ces stratégies fixent des objectifs pour le secteur agricole.

En plus de ne pas être assez ambitieux, ces objectifs ne sont pas contraignants ! La Commission a déjà commencé à rassurer les États et les lobbies, peu enclins à remplir ces objectifs, en expliquant qu'ils ne seront pas forcés de les respecter !

Pourquoi ne pas se servir des milliards de la PAC pour remplir ces objectifs cruciaux pour notre agriculture, notre santé, la planète et la biodiversité ?

Le groupe Vert/ALE entend rendre ce lien obligatoire, afin que le secteur agricole soit en pointe de la transition écologique du continent européen et d'éviter d'accorder un chèque en blanc aux États,



David Cormand

« On n'a plus le temps pour le greenwashing.

Désormais, une part conséquente du budget de la PAC doit être fléchée sur un objectif environnemental et cet objectif doit être contrôlé de manière tangible.

N'en restons pas aux déclarations d'intention : la nature a besoin de concret avant 2030 ! »

POUR UNE CONDITIONNALITÉ RENFORCÉE : ARGENT PUBLIC POUR BIEN PUBLIC

Cessons de subventionner l'élevage industriel !

Le secteur de l'élevage représente **17% des émissions de gaz à effet de serre** en Europe. Ces émissions ont augmenté de 6% entre 2007 et 2018.

Une réduction de moitié de l'élevage permettrait de réduire les émissions de l'équivalent des 11 pays les moins émetteurs de l'Union européenne !

L'argent public ne devrait plus subventionner l'élevage industriel polluant et générateur de souffrances animales.

Il ne s'agit pas d'en finir avec l'élevage. Au contraire. L'élevage herbager et extensif, combiné à une réduction de la consommation de viande, aurait des effets bénéfiques, comme la captation de CO₂ et le renouvellement de la biodiversité, tout en améliorant le bien-être des animaux.

Le groupe des Verts/ALE propose de concentrer l'argent public sur les pratiques d'élevages vertueuses, en établissant, dans la PAC, une densité maximum de bétail par hectare.



Caroline Roose

« L'élevage industriel et la surproduction ont provoqué une dérive que nous ne pouvons plus tolérer. Le bien-être animal n'est plus un détail et tant mieux ! Finissons-en avec les fermes-usines et l'élevage en cage. Concentrons les aides financières sur les pratiques d'élevage vertueuses ! »

UNE SOUVERAINETÉ EUROPÉENNE

Depuis 60 ans, l'Europe accepte de limiter sa production de soja, de colza et de tournesol et de laisser entrer, sans droit de douane, des millions de tonnes en provenance des États-Unis. Elle en importe également des millions de tonnes depuis le Brésil, **participant ainsi à la déforestation de l'Amazonie.** Pourquoi ? Pour nourrir le bétail, souvent dans des fermes-usines où les animaux sont destinés à l'exportation.

Pourtant, la COVID a mis en lumière le besoin de relocaliser l'essentiel de la chaîne alimentaire. **La reconquête de notre souveraineté alimentaire ne se décrète pas.** Nous devons mettre fin à cet accord avec les États-Unis comme aux négociations avec le Mercosur. Nous devons mettre en place des filières d'élevage durables, en lieu et place de l'élevage industriel trop souvent en vigueur. Enfin, nous devons lancer un grand plan de production de protéines végétales à échelle européenne.



Michèle Rivasi

« Garantissons la rotation des cultures par la PAC. Cela permettra aux agricultrices et aux agriculteurs d'utiliser moins de pesticides.

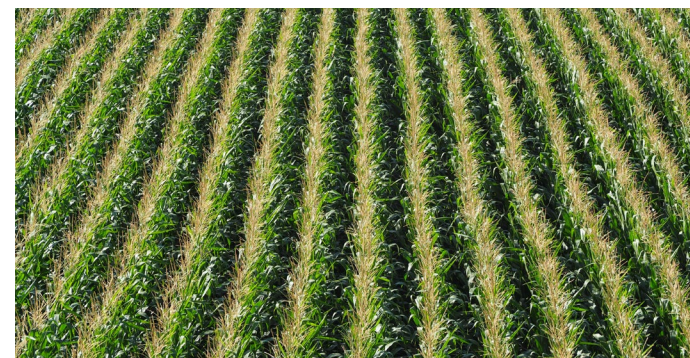
Il est urgent d'agir de manière efficace. 40 % des insectes au niveau mondial sont en déclin. Si les pollinisateurs disparaissent, c'est une large part de la chaîne alimentaire qui va s'effondrer. »

Cessons de subventionner les monocultures !

Les aides à l'hectare ont encouragé la formation d'exploitations toujours plus grandes, sur lesquelles la monoculture est devenue la norme pour accroître les rendements. Monoculture qui a entraîné une utilisation massive de pesticides et d'engrais de synthèse, avec des conséquences néfastes pour la santé des paysan·ne·s et des consommatrices et consommateurs. Tout cela financé par des fonds européens, par la PAC !

L'argent public ne peut plus servir à financer de telles pratiques ni à encourager l'investissement en matériel par des paysan·ne·s étranglé·e·s par les dettes. Cessons ce gaspillage d'argent public !

Le groupe des Verts/ALE milite pour que la PAC incite les agricultrices et les agriculteurs à se tourner vers des pratiques enclenchant des cercles vertueux. Pour ce faire, conditionnons les aides de la PAC à une rotation des cultures tous les 4 ans minimum, en y incluant au moins une légumineuse !



Mounir Satouri

« La PAC est à l'origine d'un gigantesque plan social.

Depuis 10 ans, l'Europe a perdu 25% de ses agricultrices et de ses agriculteurs.

Plafonner les aides, c'est cesser de soutenir les plus gros et mieux répartir les aides pour soutenir les petit·e·s paysan·ne·s. »

UNE DISTRIBUTION JUSTE DES AIDES

Depuis 1981, 4 fermes sur 5 ont fermé en Europe. Sur les 10 dernières années le continent a perdu 25% de ses agricultrices et agriculteurs.

C'est une conséquence directe du modèle agricole encouragé par la PAC et ses subventions indexées sur la surface : de moins en moins d'agricultrices et agriculteurs pour cultiver des exploitations de plus en plus grandes.

La PAC est responsable d'un gigantesque plan social depuis bientôt 4 décennies.

Elle est aussi source d'inégalités. **En 2015, 1,5% des bénéficiaires ont touché plus de 30% du montant total des aides de la PAC !** Parmi eux, on compte des oligarques, comme Viktor Orbán en Hongrie et Andrej Babiš en République tchèque, qui profitent de leurs immenses propriétés pour accroître leur fortune et financer leurs politiques autoritaires.

L'argent de la PAC va donc aux plus polluants et aux moins créateurs d'emplois. Il crée une pression à la hausse sur les prix du foncier qui complique l'installation des jeunes générations.

Le groupe Verts/ALE milite pour mettre en place un plafonnement des aides à 80 000€ pour éviter ces dérives inacceptables et permettre le renouvellement générationnel dans l'agriculture.



Marie Toussaint

« Si l'on veut vraiment la souveraineté alimentaire, alors cessons de nous mettre dans la main de Trump et Bolsonaro. Cessons d'importer leur soja cultivé au prix de milliers d'hectares de forêt. Cessons d'encourager la destruction de l'Amazonie ! »

N'ATTENDONS PAS 2030 !

Pour le groupe Verts-ALE, il est impossible d'accepter le projet de réforme de la PAC en l'état.

Le Parlement européen vient de fixer l'objectif de réduction de gaz à effet de serre de 60% à horizon 2030 pour l'Union européenne et chaque État membre. **Si la PAC reste inchangée, il sera impossible de tenir cet objectif.**

Si la PAC reste inchangée, il n'y aura pas non plus de bénéfice pour les jeunes qui veulent se lancer et devenir agricultrices et agriculteurs.

Nous n'avons plus le temps de jouer la montre : pour le climat, pour l'avenir des paysannes et des paysans, agissons maintenant !



Claude Gruffat

« La relocalisation n'est pas l'autarcie et la souveraineté n'est pas le repli.

Soutenir la relocalisation des systèmes alimentaires, permet d'agir pour le développement d'une économie plus sociale, plus solidaire et fondée sur des liens humains resserrés.

En bref, un projet à l'image de l'idéal européen. »



DÉVELOPPONS LES CIRCUITS COURTS !

La crise liée au Covid19 a mis à nu la vulnérabilité du système actuel, héritier de 30 années de mondialisation sans limite.

Trop chimique, trop carbonée, trop globalisée, **notre agriculture doit se réinventer pour s'inscrire dans un système vertueux**, sûr pour les consommatrices et les consommateurs et respectueux des biens communs, de la justice sociale et des écosystèmes.

L'alimentation n'est pas une marchandise, c'est une nécessité vitale. Notre résilience alimentaire passe par des circuits courts, assis sur des filières plus solidaires, durables et relocalisées. Nous devons repenser la place des productrices et producteurs dans la chaîne alimentaire et développer les échanges interterritoires dans une logique de valorisation des spécialisations locales.

Pour aller plus loin

[Les 10 priorités du groupe Verts/ALE pour la PAC \(en anglais\)](#)

[Pour une autre PAC](#)